

Département de la HAUTE-SAVOIE

Commune de Saint-Gingolph

D.D.P.P. - P.A.I.C.
30 JAN. 2024
HAUTE-SAVOIE

ENQUETE PUBLIQUE

N° T.A : E 23000048/38

Demande d'autorisation environnementale déposée par la société CHB, relative à l'exploitation d'une carrière de roche massive et d'éboulis au lieu-dit « Sous-Blanchard »

RAPPORT

Des commissaires enquêteurs

AVIS MOTIVE

Figure dans un rapport séparé

du lundi 23 octobre 2023 au mercredi 22 novembre 2023,
prolongée au 30 novembre 2023

Claire Ratouis et Jean -Pierre LAFOND

Commissaires Enquêteurs

Sommaire

1. <u>CONTEXTE DE L'ENQUÊTE</u>	3
1.1 Le territoire	3
1.2 Cadre juridique	3
1.3 Objets de l'enquête.....	4
1.4 Consultation Préalable.....	5
2. <u>ORGANISATION</u>	8
2.1 Mesures de publicité	8
2.2 Consultation du public	9
2.3 Pièces présentées à la consultation	10
2.4 Analyse du dossier	13
3. <u>DEROULEMENT DE L'ENQUETE</u>	15
3.1 Avant l'ouverture de l'enquête	15
3.2 En cours d'enquête	16
3.3 La clôture de l'enquête	16
4. <u>OBSERVATIONS DU PUBLIC</u>	18
4.1 Recensement des contributions	18
4.2 Recueil des observations	18
4.3 Appréciation de la participation du public et thèmes abordés	24
5. <u>REPONSES DU MAITRE D'OUVRAGE</u> aux observations et analyses du commissaire enquêteur	24
6. <u>AVIS DES COMMUNES CONCERNÉES</u>	29
7. <u>ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</u>	30
GLOSSAIRE	32
ANNEXES	33
 CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE	 34 à 38

1. CONTEXTE DE L'ENQUÊTE

1.1. Le territoire

Le village de Saint-Gingolph est bi-national (France et Suisse) et compte 890 habitants en 2020, et 988 hab au 31 décembre 2022.

Les objectifs du projet visent à répondre à une demande locale considérée comme forte, pour une population en croissance à proximité; l'idée étant de maintenir une production locale de granulats correspondant à cette population.

1.2. Cadre juridique et arrêté prescrivant l'enquête

L'autorité organisatrice compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique est le préfet de la Haute-Savoie représenté par le pôle administratif des installations classées.

- La Demande d'autorisation environnementale a été déposée en ligne le 25 mars 2022 par la société CHB, relative à l'exploitation d'une carrière de roche massive et d'éboulis au lieu-dit « Sous-Blanchard ». La personne responsable du projet est Monsieur Bernard CHAVAZ président de la société CHB.
- Le Président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné, Claire Ratouis en qualité de commissaire enquêteur le 29 mars 2023 par décision N° E23000048/38.
- Le président du Tribunal Administratif de Grenoble a désigné, Jean Pierre LAFOND en qualité de commissaire enquêteur le 15 décembre 2023 en remplacement de madame Claire RATOUIS empêchée.
- Le projet est soumis au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à une évaluation environnementale (R.122-2 du code de l'environnement). Les activités de l'installation sont classées sous 3 rubriques de la nomenclature des installations classées ICPE :

2510-1 Exploitation de carrière (<400 000 t/an)

soumise à AUTORISATION

2515-1 Installation de broyage (puissance totale 1800 kW)

soumise à ENREGISTREMENT

2517 Station de transit (sur une surface de 6000 m2)

soumise à DECLARATION

- L'arrêté portant ouverture de l'enquête (Arrêté n°PAIC-2023-0070 du 02/10/2023) a été signé le 2 octobre 2023 par le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie.

1.3. Les objets de l'enquête

- L'enquête publique environnementale porte sur plusieurs objets. L'autorisation environnementale inclut l'ensemble de ces objets:
- Le projet de remise en exploitation d'une carrière de 12.6 ha soumise à **autorisation au titre de la rubrique 2510** pour un volume maximum de 400 000 T/an, son périmètre d'affichage est de 3 km à vol d'oiseau.
 - **L'autorisation de défrichement** de 9.67 ha de bois privés (le code forestier soumet le défrichement à autorisation pour plus de 2 ha),
 - Le projet **n'est pas soumis à autorisation ou déclaration au titre de la « loi sur l'eau »** concernant le pompage dans le lac Léman, lequel est en dessous du seuil.
 - Absence de soumission au régime de protection des espèces protégées, cette **dérogation est accordée**, suite à **l'AVIS FAVORABLE** du CNPN du 24 septembre 2023, demande examinée en second passage à l'appui des engagements et réponses du pétitionnaire dans son mémoire en réponse de juillet 2023. Pour mémoire, en première intention, le CNPN dans son avis du 9 mai 2023, n'avait pas accordé cette dérogation, invitant le maître d'ouvrage à **améliorer 9 points précisés**, pour lesquels ce dernier devait s'engager par écrit avant de se représenter devant cette commission nationale, ce qu'il a fait.

Sur le site internet servicepublic.fr on lit :

En fonction de sa nature et de son implantation, un projet peut aussi être soumis à d'autres procédures. Lorsqu'il est soumis à autorisation environnementale, celle-ci tiendra lieu et embarquera ces procédures (hors urbanisme).

Les procédures embarquées classiques sont les suivantes :

- /
- *Autorisation de défrichement*
- /

Pour demander une autorisation environnementale, un pétitionnaire doit fournir un document attestant :

- *soit qu'il est le propriétaire du terrain*
- *soit qu'il a le droit d'y réaliser son projet*

- *soit qu'une procédure est en cours afin de lui conférer ce droit.*

1.4. La consultation préalable

Les organismes suivants ont été consultés avant la mise à l'enquête et ont émis leur avis pendant l'élaboration du dossier, durant une période de plus de 8 ans, entre le 25 février 2015 et le 24 septembre 2023.

Les références annexées sont relatives au dossier de demande.

- ✓ **Avis du SIAC (Syndicat intercommunal d'Aménagement du Chablais) du 11 mars 2015 (Annexe 6, 1 page).** Le projet est parfaitement en adéquation avec les objectifs de développement du Chablais, permettant une production locale de matériaux diversifiés, le périmètre est compatible avec le SCOT sous réserve de remise en état du site au fur et à mesure de l'exploitation.
- ✓ **Avis de la commune de Saint-Gingolph 11 mars 2015 (Annexe 5, 2 pages)**
Les pierres et le bois sont les 2 ressources du village, et constituent son patrimoine. La carrière présente un intérêt économique local direct. Plusieurs garanties sont apportées sur l'intérêt du déplacement du périmètre d'exploitation de la carrière : Anticipation de l'Insertion paysagère, reboisement progressif, transport vers la voie lacustre par la réutilisation d'un ancien quai de chargement assurant la préservation du littoral et du transport durable des matériaux.
- ✓ **Avis du paysagiste conseil de l'Etat du 24 juin 2015 (Annexe 10, 3 pages) favorable**
- ✓ **Avis d'Asters, Conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie du 22 octobre 2015 (Annexe 7, 3 pages).** Le projet prend bien en compte les enjeux liés à la biodiversité sur le site, avec des efforts appréciés sur les espèces, les habitats et la réhabilitation paysagère.
- ✓ **Rapport présenté à la CDNPS le 6 novembre 2015 (voir Annexe 3, 12 pages)** qui a reçu l'**Avis favorable** de la commission départementale de la nature, des paysages, et des sites pour déclasser 10 ha d'espaces boisés (EBC) au sud de l'exploitation, et pour classer 4.5 ha à l'ouest de l'exploitation.
- ✓ **Avis de la société bourgeoisiale de Saint-Gingolph (Annexe 4, 6 pages).** Le **25 février 2015**, la Bourgeoisie donne son accord pour une nouvelle zone

d'extraction, par le déplacement vers le sud sur une superficie de 14 ha. Les revenus de l'exploitation sont réemployés dans l'exploitation du bois, l'entretien de chalets d'alpage, du cimetière, du château et de l'église. Le 18 septembre 2015, Elle s'engage à démolir les 4 petits bâtiments situés sur la zone de chargement en bord de lac, dès le début de l'exploitation.

- ✓ **Avis du service des routes (voir Annexe 1)**, la DGA infrastructures et supports techniques - pôle routes - arrondissement de Thônnon les Bains. Accord de principe **du 1^{er} avril 2021** pour la réhabilitation d'un accès sur l'axe structurant classé à « grande circulation » la RD1005. Accord de principe **du 16 novembre 2020** pour la réalisation d'un passage sous la voirie de la RD1005 pour l'acheminement de matériaux de carrière, via un tapis roulant, jusqu'au lac Léman dans la perspective d'une exploitation par voie fluviale. Les travaux seront effectués avec un alternat de la circulation sur la RD1005. Des solutions devront être apportées aux contraintes aux heures de pointe qui imposent un alternat manuel.
- ✓ La demande officielle d'autorisation environnementale par le pétitionnaire date **du 25 mars 2022** (accusé réception de demande en ligne).
- ✓ **Pièce 8-5 : Avis de l'Autorité Environnementale MRAE le 2 mai 2023.** (21 pages).
 - Réponse de CHB à l'avis de la MRAE (19 pages)
 - Réponse du conseil d'Etat vaudois sur le déficit de matériaux (Mai 2022 canton de Vaud (4 pages)

Synthétiquement, la MRAE décrit les enjeux du territoire et du projet, puis relève des recommandations pour faire face à ces enjeux.

Les enjeux retenus par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sont:

- le cadre de vie des habitants à proximité au regard des nuisances sonores, des rejets atmosphériques et du trafic lacustre et routier,
- le paysage dans le contexte du lac Léman et du géoparc du Chablais,
- les milieux naturels et la biodiversité en lien avec le défrichement nécessaire au projet,
- la qualité des eaux à proximité de ruisseaux et du lac Léman,
- les émissions de gaz à effet de serre et les risques naturels.

Le Maître d'ouvrage a répondu à l'avis de la MRAE du 11 mai 2023, dans un mémoire en réponse joint dans le dossier à la suite de l'avis. Dans ce document, les réponses apportées par le pétitionnaire complètent le dossier de manière très précise et à l'appui de chiffres.

- ✓ **Avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP)** **du 9 mai 2023** (5 pages). Qualifié d'intérêt public majeur, le projet maintiendrait les capacités de production du Chablais, limitant le déficit du département.

L'analyse des enjeux est correcte. Diverses mesures de compensation et d'accompagnement sont jugées insuffisantes. Le dossier passe sous silence les effets indirects occasionnés par l'ouverture d'une piste forestière et de son exploitation induite. Cela constitue un effet cumulatif indirect des incidences sur la biodiversité de l'environnement proche de la carrière. L'engagement de compensation n'atteint pas l'état de conservation des espèces attendu, celui-ci devant apporter une équivalence écologique et si possible un gain dès le début du projet. Cette demande de dérogation serait accordée, sous réserve d'améliorer 9 points décrits, auxquels le pétitionnaire doit répondre.

✓ **Le pétitionnaire a répondu en totalité aux 9 points décrits par le CNPN**

Nouveaux engagements du pétitionnaire pour obtenir un avis favorable du CNPN

Des réponses ont été apportées par CHB en accord avec le propriétaire des terrains pour garantir la pérennité des mesures promises dans ce dossier.

Les mesures compensatoires doivent être effectives, les conditions de réalisation et le suivi dans la durée de ces mesures de compensation doit être garanti. Le **18 juillet 2023**, il est signé un accord de principe du propriétaire pour mettre en place une convention **ORE (Obligation Réelle Environnementale)**, par la signature d'un bail emphytéotique de 99 ans, permettant de garantir au citoyen, la compensation de perte d'habitat forestier. Le conservatoire des espaces naturels, connu sous le nom de ASTERS, association loi 1901 reconnue dans le département, et qui a reçu un agrément pour gérer certains sites naturels en Haute-Savoie est ici désignée pour gérer et contrôler cette gestion durant 99 ans, dans le respect du cahier des charges embarqué dans l'autorisation environnementale. Ainsi, le commissaire enquêteur note les bonnes conditions de confiance mutuelle sur le long terme établie entre le propriétaire

les acteurs haut-savoyards du suivi écologique du département de Haute-Savoie, ce qui devrait emporter la confiance du citoyen qui peut compter sur un bail de 99 ans qui sera signé entre la bourgeoisie et ASTERS.

En conséquence, une zone de forêt de **30 hectares** est volontairement abandonnée à une évolution spontanée et naturelle, jusqu'à l'effondrement naturel des arbres, en compensation du défrichement de **9.67 ha** de hêtraies.

✓ **Avis favorable du CNPN (Conseil National de la Protection de la Nature)** du 24 septembre 2023 (2 pages) Au vu de ces éléments forts et nouveaux apportés par le pétitionnaire en faveur de la biodiversité et de la forêt, qui dépassent de loin ses obligations légales.

✓ **Rapport de l'inspection des installations classées pour l'environnement (ICPE)**

Le rapport rédigé et transmis à monsieur le Préfet de la Haute-Savoie en date du 2 octobre 2023 conclut : « *L'examen du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société CHB fait apparaître qu'il est complet et régulier et ne conduit pas à identifier, à ce stade, de motif de rejet parmi ceux prévus par l'article R181-34 du code de*

l'environnement. Il est jugé suffisant pour apprécier les inconvénients ou dangers du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement. »

2. ORGANISATION

2-1 Mesures de publicité :

Le public a été informé de l'ouverture de l'enquête publique par des publications dans la presse :

15 jours avant l'enquête, par publication dans deux journaux

Le Dauphiné Libéré daté du vendredi 6 octobre 2023

ECO SAVOIE MONT BLANC n°40 daté du vendredi 6 octobre 2023

Dans les 8 premiers jours de l'enquête, par publication dans deux journaux

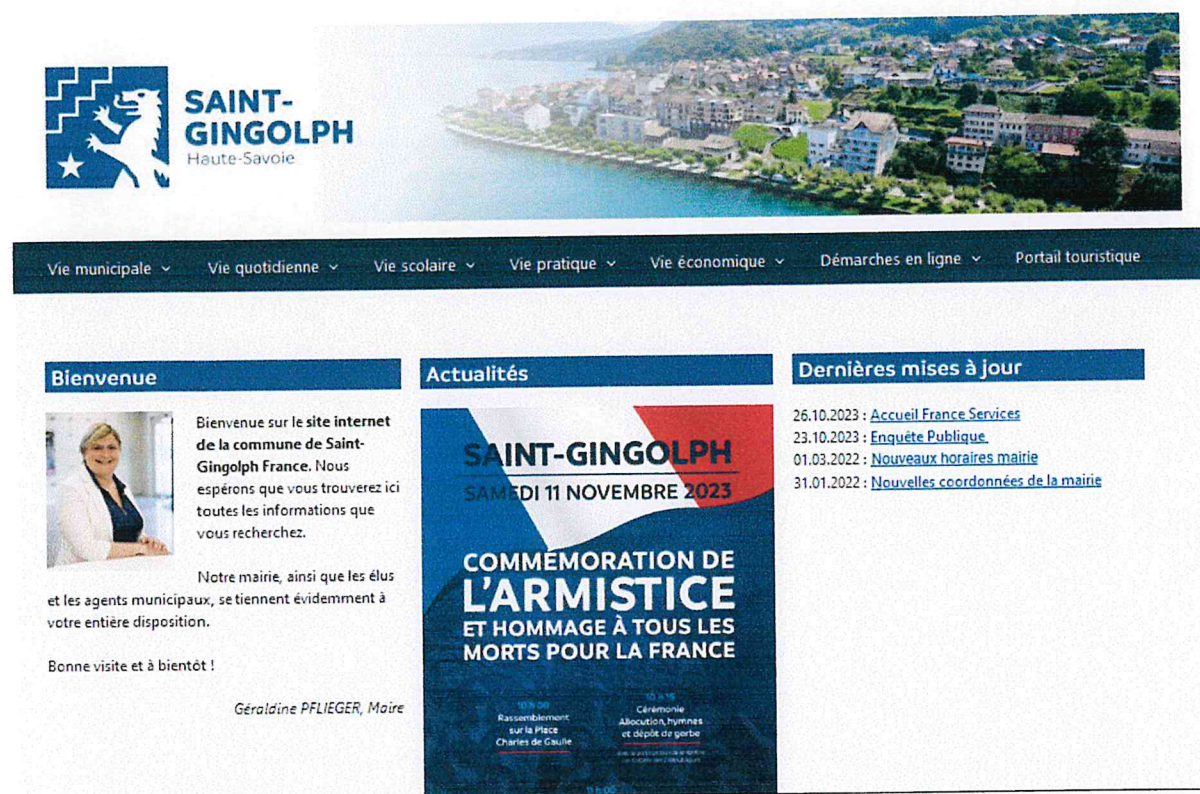
Le Dauphiné Libéré daté du jeudi 26 octobre 2023

ECO SAVOIE MONT BLANC n°43 daté du vendredi 27 octobre 2023

Vu l'absence de quelques pièces sur le site de la préfecture celles ci ont été ajoutées par les soins de la préfecture et le dossier sur ce site est désormais complet à compter du 14 novembre. Il m'a semblé opportun de prolonger l'enquête publique de huit jours, sans permanence supplémentaire, de manière à sécuriser la bonne information du public.

Le public pouvait aussi prendre connaissance de l'existence de l'enquête publique par affichage :

- Papier sur les panneaux d'information de la commune de Saint Gingolph et des communes voisines: Meillerie, Saint Gingolph (Suisse), Novel et Thoron les Mémises (certificats d'affichage en annexe)
- Numérique sur le site internet de la commune, (mise à jour le 23/10/2023) avec l'arrêté préfectoral de mise à l'enquête:



Par affichage papier sur les panneaux d'information de la commune, aux piliers publics à l'entrée de la mairie, (affiches au format A2 réglementaires, jaunes).

2.2 Modalités de consultation du public

Conformément à l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête en date du 2 octobre 2023, l'enquête s'est déroulée du lundi 23 octobre 2023 au mercredi 22 novembre 2023 à 13h00 inclus soit durant 31 jours. La prolongation a repoussé la fin de l'enquête du 13/11 au 22/11/2023.

Le public pouvait accéder, consulter et participer, autant par voie dématérialisée sans se déplacer, que par voie traditionnelle papier avec déplacement physique à la mairie de Saint-Gingolph aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le commissaire enquêteur était à la disposition du public au cours de 5 permanences à la Mairie de Saint-Gingolph :

- lundi 23 octobre 2023 de 9 h à 12 h
- vendredi 03 novembre 2023 de 9 h à 12 h
- jeudi 09 novembre 2023 de 15 h à 18 h
- mercredi 15 novembre 2023 de 9 h à 12 h
- mercredi 22 novembre 2023 de 9 h à 12 h

Mis en ligne le 4 octobre 2023 sur le site de la préfecture dédié aux enquêtes publiques, le dossier d'enquête complet pouvait être consulté durant toute la durée de l'enquête, sur le site internet dont l'adresse est la suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2023>

A la mairie de Saint-Gingolph la consultation libre aux horaires d'ouverture au public précisées dans l'arrêté, était possible au moyen d'un exemplaire papier à disposition, ainsi qu'au moyen d'un poste informatique pour accéder à la lecture du dossier numérique.

2.3 Pièces présentées à la consultation


Le dossier mis à la disposition du public était sous forme numérique et sous forme papier. Associé au dossier papier se trouvait également le registre papier.


La liste des pièces du dossier en consultation figure ci-dessous.


Le dossier numérique est accessible par la clé USB disponible dans les 5 mairies et se présente en 8 pièces déclinées en sous-dossiers, comme suit :

Nom	Modifié le	Type	Taille
 PIECE_1 - Demande	11/05/2023 12:32	Dossier de fichiers	
 PIECE_2 - Pétitionnaire	11/05/2023 12:32	Dossier de fichiers	
 PIECE_3-1 - Description projet	11/05/2023 12:32	Dossier de fichiers	
 PIECE_3-2 - Notre presentation NT	11/05/2023 12:34	Dossier de fichiers	
 PIECE_3-3 - Maitrise fonciere	11/05/2023 12:32	Dossier de fichiers	
 PIECE_4 - Localisation	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_5 - Activités	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_6-1 - Etude impact sans annexes	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_6-2 - Etude impact annexes	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_6-3 - Etude impact - RNT	11/05/2023 12:35	Dossier de fichiers	
 PIECE_7A1 - Etude danger	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_7A2 - Capacites financieres	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_7A3 - Garanties financieres	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_7A4 - PG déchets	11/05/2023 12:33	Dossier de fichiers	
 PIECE_7B - Defrichement	02/10/2023 10:40	Dossier de fichiers	
 PIECE_7B2 - Derogation_especes_protegees	29/09/2023 14:30	Dossier de fichiers	
 PIECE_8 - Plans et autres pièces	23/08/2023 17:17	Dossier de fichiers	
 PageGardeGenerale	27/02/2023 11:01	PDF Document	129 Ko


+ Pièce 7 B


 7B_1_2_PV_Reconnaissance des bois a defricher

 08-4_Defrichement

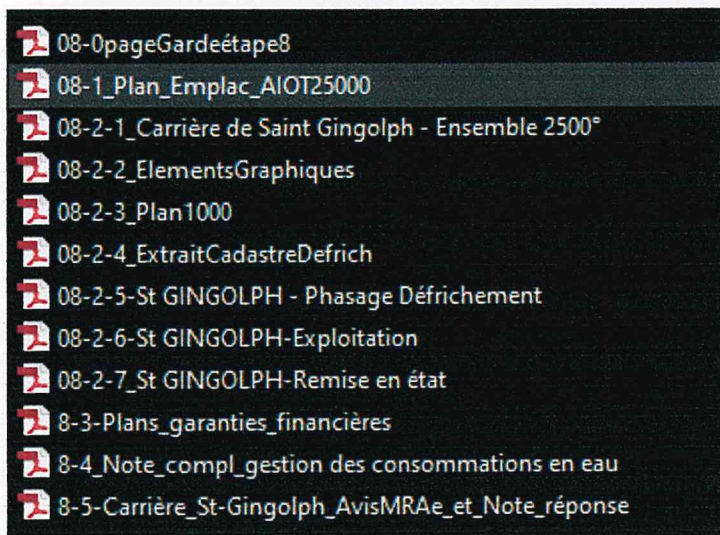
 7B2_RA_Derogation_sp_protégées_St_Gingolph_2023_02_22

 7B2_1_Avis_CNPN_1er_passage_Mai2023

 7B2_2_Carrière_St_G_Note_compl_CNPN_21_07_23_v2

 7B2_3_Avis_CNPN_2nd_passage_Sept2023

+ Pièce 8



Le dossier papier identique au numérique se présente comme suit :

Pièce 1 Lettre de demande

Pièce 2 Identification du pétitionnaire

Pièce 3-1 Description du projet

Pièce 3-2 Note de présentation non technique

Pièce 3-3 Justification foncière

Pièce 4 Localisation du projet

Pièce 5 Activités concernées

Pièce 6-1 Etude d'impact (313 pages) sans ses annexes

Pièce 6-2 Etude d'impact_ Annexes (21 dossiers de l'annexe 1 à l'annexe 21)

Pièce 6-3 Résumé non technique de l'étude d'impact

Pièce 7A-1 Etude de danger et son résumé non technique

Pièce 7A-2 Capacités financières

Pièce 7A-3 Garanties financières

Pièce 7A-4 Plan de gestion des déchets d'extraction

Pièce 7B-1-1 Défrichement

Pièce 7B-1-2 PV de reconnaissance des bois à défricher

Pièce 7B-2 Dérogation espèce protégées (183 pages- février 2023))

Pièce 7B-2-1 Avis du CNPN du 9 mai 2023

Pièce 7B-2-2 Note complémentaire au dossier de dérogation « espèces protégées » (43 pages- juin et juillet 2023)

Pièce 7B-2-3 Avis du CNPN du 24 septembre 2023























Pièce 8-1 Plan à l'échelle

Pièce 8-4 Note complémentaire gestion des consommations en eau

Pièce 8-5 Avis MRAE et réponse du pétitionnaire

Avant le début de l'enquête, la dernière pièce (Pièce 8-5 Avis MRAE et réponse du pétitionnaire) du dossier papier et des clés USB, n'était pas accessible sur le site de la

préfecture. J'ai signalé cette anomalie informatique par mail le vendredi 20 octobre dans l'après-midi qui a précédé l'ouverture de l'enquête. Ce document a été mis en ligne au plus vite, dès la disponibilité de la préfecture, après le week-end, dès le lundi matin du 23 octobre, (confirmé par un mail que j'ai reçu du webmestre, durant ma première permanence du lundi 23 octobre).

En conclusion, l'avis de la MRAE,	
 Annexe 1_Accord de principe_accès quai_Locum	11/05/2023 12:33
 Annexe 2_Etude_geologique	11/05/2023 12:33
 Annexe 3_Rapport_CDNPS	11/05/2023 12:33
 Annexe 4_Courrier président de la Bourgeoisie.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 5_Courrier de soutien de la commune.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 6_Courrier de soutien du SIAC.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 7_Avis technique ASTERS.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 8_potentialités éco zone littorale	11/05/2023 12:33
 Annexe 9_Plan de tir type	11/05/2023 12:33
 Annexe 10_Avis paysagiste conseil.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 11_Etude_acoustique.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 12_liste_sp_floristiques	11/05/2023 12:33
 Annexe 13_Etude du trafic de poids lourds	11/05/2023 12:33
 Annexe 14_Etude hydraulique	11/05/2023 12:33
 Annexe 15_Bilan Emissions GES Transport	11/05/2023 12:33
 Annexe 16_Diagnostic risques rocheux.pdf	11/05/2023 12:33
 Annexe 17_Passage sous_voie	11/05/2023 12:33
 Annexe 18_Fiches_Faune	11/05/2023 12:33
 Annexe 19_Diagnostic IBP Boisements_compensatoires	11/05/2023 12:33
 Annexe 20_Accord de principe_travaux_sous_voie	11/05/2023 12:33
 Annexe 21_Note_Tensions approvisionnement en matériaux	11/05/2023 12:33
 1-PageGardeAnnexes	31/03/2022 17:18
<p>a bien été mis à disposition du public dès le 23 octobre, et les réponses aux observations et questions posées par l'autorité environnementale ont bien été fournies par le pétitionnaire et intégrées au dossier d'enquête qui a été prolongée pour respecter le délai d'information légal.</p>	

De même le résumé non technique de l'étude d'impact était bien mis à disposition du public, pièce : 6-3 comme la copie d'écran suivante:

Demande d'autorisation environnementale

Pièce 1 : Type de demande
Pièce 2 : Identification du pétitionnaire
Pièce 3 : Description du projet
Pièce 4 : Localisation
Pièce 5 : Activités concernées
Pièce 6 : Etude d'impact et ses annexes et son résumé non technique
6-3 : Résumé non technique de l'étude d'impact
Pièce 7A : Pièces spécifiques ICPE/IOTA
Pièce 7B : Pièces spécifiques aux procédures embarquées
Pièce 8 : Plans et autres pièces

09 Mai 2023
Réf. 2014063

SCOTTE AU CAPITAL DE 100 000 € 350, ROUTE DE LA BÉLLE Td : +33 (0)4 79 84 24 08 KANOUKAROUA FR
404 817 231 RCS CHARENTE 75270 CHARENTAIS-DE-LOCH Fd : +33 (0)4 79 84 47 07 WWW.KANOUA.FR

En conclusion toutes les pièces du dossier ont bien été mises à disposition, et au vu de la prolongation d'enquête demandée par la commissaire enquêteure, il n'y a pas lieu d'invalider l'enquête publique le dossier ayant été jugé suffisant et complet par la commissaire enquêteure.

2-4 Analyse du dossier

2.4.1 L'étude d'impact

La pièce principale du dossier de demande est l'étude d'impact, celle-ci balaye toutes les incidences possibles du projet de façon détaillée (313 pages).

Après une description du projet, elle fait un état initial de l'environnement, analyse les incidences notables du projet sur l'environnement, mesure la vulnérabilité du projet face aux risques, étudie des solutions de substitutions, liste les mesures d'intégration environnementales et leur suivi, compare l'évolution de l'environnement avec et sans le projet, justifie de la compatibilité du projet avec les divers plans et schémas et décrit les méthodes d'élaboration de cette étude.

Les incidences du projet sur les différentes thématiques environnementales sont évaluées pour les thématiques selon des enjeux classés en positifs, nuls, faibles, moyens à forts. Les incidences des thèmes à enjeux nuls ne sont pas évaluées.

Elle porte sur le périmètre de la carrière et sur deux quais d'accessibilité au lac Léman:

- l'un au Locum pour l'approvisionnement de la carrière en déchets inertes ultimes destinés au recyclage et à la procédure de remblaiement de l'ancienne carrière arrivée à échéance le 23 mars 2021, l'enjeu est qualifié de fort par le dossier au regard des habitants (éloignement des habitations de 200 m à l'Est et 400 m à l'Ouest).

- l'autre quai pour le chargement des matériaux à destination de Suisse et de France .

Les enjeux classés « forts » concernent les éléments paysagers, l'hydrographie, les habitats naturels, l'avifaune, les zones habitées, le transport routier:

- Les éléments paysagers: maintien de la dominante boisée de l'ubac de Blanchard, préservation des rideaux boisés du littoral et limitation des installations en bord du lac;
- L'Hydrographie: zone d'étude en bordure du lac et de deux cours d'eau;
- Les habitats naturels: présence d'un habitat d'intérêt communautaire prioritaire et d'un habitat caractéristique de zone humide;
- L'avifaune: 46 espèces protégées ;
- Les zones habitées: quelques habitations dans la zone d'étude, la plus proche à 200 mètres du ponton du Locum;
- Le transport routier: la RD 1005 est un axe très fréquenté.

L'étude d'impact prend en compte l'ensemble de ces enjeux et apporte une analyse pour chacun et décrit les mesures mises en place pour les minimiser.

2.4.2 L'accueil des déchets du BTP74

Une plateforme de recyclage permettra le retraitement des matériaux inertes chargés au ponton de Locum où livrer par camions dont 70% seront valorisés et revendus le reste sera utilisé pour le remblaiement de la carrière. L'objectif est d'atteindre ou respecter un ratio matières recyclée / matière neuve: 1.3 tonnes/habitant/an sur 8.3 tonnes de granulats consommés par habitant par an.

2.4.3 Le transport lacustre comme alternative au transport routier

Le projet cherche à diminuer son empreinte carbone, c'est clairement la volonté affichée du pétitionnaire et documenté par un exemple sur le site suivant: <http://strategieslogistique.com>.

2.4.4 Effets cumulés

Les éventuels effets cumulés avec des projets connus ont été analysés. Il en ressort qu'il n'existe qu'un seul autre projet d'exploitation de carrière distant de 7 km dont les effets, considérés comme positifs, seraient susceptibles de se cumuler avec ceux du présent projet . Une enquête de voirie, DUP parcellaire s'est déroulée jusqu'au 10 novembre 2023 dans la commune voisine de Meillerie concernant l'aménagement de la route de manière pérenne pour faire face aux chutes de pierre fréquentes et à ajouter une portion cyclable sécurisée. Après lecture approfondie du dossier de DUP mis à l'enquête publique dans la commune de Meillerie et après un échange téléphonique avec le commissaire enquêteur Jean-François MARTIN, il n'y a pas d'effet cumulé avec ces travaux de mise en sécurité de la RD1005 situés entre la sortie du bourg de Meillerie et le hameau du Locum.

2.4.5 Besoin local de court et moyen terme en granulats

Synthèse d'une note établie par la DREAL en 2019:

« La situation de l'approvisionnement en matériaux dans le secteur du Chablais paraît critique à court terme. Le devenir des carrières du secteur est stratégique pour l'approvisionnement en matériaux, faute d'alternative crédible tant en termes de réduction des besoins que de capacités à disposer de matériaux alternatifs, à l'échéance des décisions d'autorisation les concernant. »

3. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3-1 Avant l'ouverture de l'enquête

Dès réception de la décision de désignation du tribunal (décision du 29 mars 2023), j'ai pris contact avec les services de la préfecture. De nombreux échanges téléphoniques avec Madame Charrier ont eu lieu sur l'organisation de l'enquête.

Décalage de l'enquête 2^{ème} passage au CNPN

Après un échange téléphonique avec Madame Colette CHARRIER, service PAIC de la préfecture, j'ai pu recevoir le dossier numérique, et prendre connaissance du dossier, ainsi que préparer ma rencontre avec le maître d'ouvrage du projet.

L'enquête est reportée à une date ultérieure, suite au premier avis du CNPN, lequel demande au pétitionnaire des compléments et l'invite à se représenter alors d'une prochaine commission du CNPN national, lequel est constitué d'experts indépendants.

Afin de mieux comprendre le dossier, et de mesurer le contexte de ce projet situé entre lac et montagne, à proximité de la frontière suisse, et proche d'une route à grande circulation et afin de pouvoir appréhender de visu, dans l'espace et dans le temps les aspects paysage/nature/pente-relief/risques/usages/accès, j'ai demandé à visiter le site. Cette visite initialement programmée avec Monsieur Chavaz le mercredi 17 mai 2023 à 14h, est donc également reportée.

Visite du site

Après réception du 2^{ème} avis du CNPN, avis favorable, une rencontre a de nouveau été programmée et a donc eu lieu le mercredi 11 octobre 2023 de 9 h à 12h, en présence de Monsieur Bernard CHAVAZ Monsieur François GARCIN Directeur Développement et Environnement, John CHAVAZ, Directeur d'exploitation de la future carrière.

Au cours de cette visite organisée par le pétitionnaire, madame Ratouis a pu apprécier l'aspect paysager, les mesures prévues en matière d'écran visuel tant végétal que par la morphologie du terrain, les mesures de biodiversité, de défrichement, et d'ilots de sénescence contractualisés. Egalement elle a pu apprécier dans l'espace la proximité de la route RD1005 ainsi que la voie verte cyclo-piétonne Viarhônga construite en amont de ce projet, l'ensemble des vues du site du projet, ainsi que les deux accès lacustre du ponton du Locum et de Saint-Gingolph.

De même, ce jour-là, le dossier papier complet lui a été remis ainsi que la clé USB de ce même dossier à midi au retour de la visite de terrain. Elle a signé un récépissé de reçu contre décharge sur le parking d'Evian au moment de charger le dossier dans son coffre de voiture.

Suite à l'empêchement de madame Ratouis en cours de procédure, monsieur Lafond désigné pour la remplacer a procédé à une visite du site le 4 janvier 2024 seul pour l'étudier sans influence.

3-2 En cours d'enquête

Le maître d'ouvrage a signalé en cours d'enquête l'absence de quelques pièces sur le site de la préfecture. Au vu de ce manque de pièces du dossier sur le site internet, des pièces manquantes ont été ajoutées par les soins de la préfecture. Le dossier est désormais complet sur ce site depuis le 14 novembre.

Il restait alors une semaine d'enquête pour que le public puisse prendre connaissance de ces pièces qu'il n'aurait éventuellement pas pu télécharger auparavant entre le 23 octobre et le 13 novembre.

Il m'a semblé opportun de prolonger l'enquête publique de huit jours, sans permanence supplémentaire, de manière à sécuriser la bonne information du public.

Aussi, la prolongation de l'enquête a été prescrite par un nouvel arrêté préfectoral, conformément à la réglementation, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

L'arrêté du 16/11/2023 a été mis en ligne le 17 octobre 2023. La prolongation d'enquête est parue dans le Dauphiné libéré le lundi 20/11/2023 et dans ECO pays de Savoie, le vendredi 24 novembre.

Cette prolongation a laissé au public une possibilité de télécharger et déposer une observation jusqu'au 30 novembre 13 heures.

L'arrêté de prolongation a été signé par le secrétaire général de préfecture le 16 novembre 2023 et mis en ligne le 17 octobre 2023. Il est paru par voie de presse la publication de la prolongation d'enquête dans le Dauphiné libéré est parue le lundi 20/11/2023 et dans ECO pays de Savoie, le vendredi 24 novembre.

3-3 La clôture de l'enquête

Comme prévu avec la mairie de Saint-Gingolph lors de la prolongation, et compte-tenu de mon absence les 4 jours qui ont suivi la clôture, j'ai récupéré les registres, le dossier d'enquête ainsi que deux affiches jaunes au format A2, le mardi 05 décembre à 10h auprès de mesdames Béatrycz Cadette Oliveira et Pauline Cachat. Ceux-ci m'ont été remis en main propre à la mairie de Saint-Gingolph.

Le registre papier a été clôturé par le commissaire enquêteur le 06/12/2023.

Les documents et courriers reçus pendant l'enquête sont annexées au registre, ils émanaient des personnes suivantes :

Tiffany Moulin

Pascal Cachat

SIAC SCOT

L'Association patrimoine de Saint-Gingolph

Joseph Rigaud, président du sauvetage de Saint-Gingolph

Nathalie Bollart

Corine Bochaton

ADHEPE Agnès Deroudilhe

L'entreprise Groppi

Maire Saint-Gingolph Géraldine pflieger

Conseil communal de Saint-Gingolph CH

Délibération commune Saint-Gingolph

Musée Traditions et barques du Léman

avocat Gérald Derivaz

Marie-Claude Morel

résidents de St-Gingolph et communes limitrophes

résidents de St-Gingolph et communes limitrophes

Amis de la Société bourgeoisiale

Amis de la Société bourgeoisiale

Amis de la Société bourgeoisiale

Michel Galliker

Muriel Brun

Association Intercommunale de chasse agréée St Gingolph-Novel

St Ging marchés franco-Suisse

Sauvetage de Bret-Locum

APE élèves

Administration bourgeoisiale (Valais)

Football Club St-Gingolph

Vincent Moulin, pour le comité de la fête de la Châtaigne

L'Association patrimoine de Saint-Gingolph

Saint-Gingolph Promotion Evènements

Bignardi Karine

Antoine Pires Pintado

Daniel et Barbara Fornay

Béatrice Cadete Oliveira

Derivaz Max alexandre

Derivaz Francis

Laubscher MT

Derivaz Roland

Derivaz Thierry

schneider Thomas

Zysset Pierre

4. OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les avis du public ont été synthétisés dans le procès-verbal de synthèse. Le PV de synthèse et le mémoire en réponse du pétitionnaire figurent en annexe 3 et 4 de ce rapport d'enquête.

4.1 Recensement des contributions

Au cours des 5 permanences tenues en mairie de Saint-Gingolph, j'ai reçu 20 personnes venues se renseigner sur le projet d'ouverture de cette nouvelle carrière ou pour me faire part de leur doléance, leur participation à l'enquête, ou leur contribution, voire leur opposition au projet, mais aussi leur avis favorable à l'ouverture de cette carrière, très attendue.

Ont été reçus: 16 contributions écrites sur le registre papier, 46 lettres ou notes, 1 diaporama ou documents dont 4 contributions accompagnant un dépôt manuscrit au registre, 125 Emails sur le site dédié dont 7 pétitions.

4.2 Recueil des observations

4.2.1. Déroulement des permanences

1ère permanence le lundi 23 octobre 2023 de 9h à 12h

1 personne reçue, 1 diaporama déposé au registre

Monsieur Claude Bergerioux, habitant de Locum, m'indique que sa maison se trouve en limite du hameau, à environ 300 mètres du ponton de déchargement, et dépose un diaporama au registre. (Voir R1) Il s'oppose au projet pour la raison suivante :

Le transport par camions trop impactant, non suffisamment décrit dans l'évaluation engendrera de la poussière, du bruit (surtout à vide). Le transport bateau n'épargne pas la portion de route de 2.7km qui sera traversée par 100% des camions de déchets inertes, y compris ceux qui termineront la rotation à vide. L'impact du transport routier est sous-évalué dans le dossier. Il met en avant l'activité de plongée sous-marine de grande notoriété sur la falaise sous-lacustre.

2^{ème} permanence le vendredi 03 novembre 2023 de 9 h à 12 h

8 personnes reçues, 1 courrier reçu en main propre, 1 pétition

Monsieur Jean-Marc Bochaton, président de la SAS Bochaton

et Monsieur Patrick Bochaton, directeur général de la SAS Bochaton

Ils me racontent le contexte historique de la carrière dont leur famille était l'exploitant historique depuis plusieurs générations. Suite au rachat par le groupe SAGRAVE et CHAVAZ la stratégie d'entreprise a changé.

Expose diverses erreurs juridiques de fond, dépose le mémoire de l'avocat Billioud au registre. (Voir R5)

Madame Zénoni propriétaire d'une cabane de pêcheur en héritage de ses parents, laquelle existe depuis plus de 60 ans, utilisée en maison d'été, située proche de la zone d'accès des matériaux par voie lacustre. Elle vient demander des précisions sur les rotations au niveau des quais de chargement des matériaux, consulter les plans de l'accès au lac, et les vues d'insertion du projet paysager.

Monsieur Bochaton Frédérique, ancien directeur technique de CHB Carrière, accompagné de

Monsieur Georges Derivaz, trésorier de la Bourgeoisie, et président de la commission carrière,

et de Jérôme MARTIN ingénieur conseil environnement foncier,

aujourd'hui actionnaire 10% avec Sagradranse et 45%, Chavaz

Monsieur Pertuiset, 5 rue du Locum, hameau du Locum à Meillerie, a hérité de ses parents décédés, une maison au bord du lac, à proximité du ponton d'accès prévu pour le déchargement des matériaux inertes depuis les barges lacustres. Il m'indique qu'il joindra sa remarque sur le registre dématérialisé.

Madame Duchoud Geneviève venue rapidement consulter le plan parcellaire d'ensemble, mais reviendra.

3^{ème} permanence le jeudi 09 novembre 2023 de 15 h à 18 h

2 personnes reçues, 2 courriers C1, C2

Monsieur David Bened, pêcheur professionnel à Saint-Gingolph, pêcherie de Bret, venu s'informer sur la localisation du ponton du Locum, par rapport aux omblières du fond du lac, et sur la méthode de déchargement des déchets inertes au ponton du Locum, leur composition (terre ou caillou), ainsi que leur volume, afin d'estimer le nombre de chalands et le nombre de camions. Il connaît les chalands car il accompagnait enfant, son père sur les chalands, ce dernier étant autrefois pilote de chaland.

Monsieur Pascal Pachat, président de l'administration bourgeoisie française

Se présente afin d'expliquer la particularité de cette société civile de gestion du patrimoine, d'intérêt collectif, très ancienne qui a été reconnue par Napoléon (prélèvement de l'impôt). Elle paie l'impôt à la DDT, et doit se faire rembourser par les locataires. Il me remet 2 courriers. Il faudra attendre au minimum 3 ans, avant de sortir des produits finis de la carrière.

4^{ème} permanence le mercredi 15 novembre 2023 de 9 h à 12 h

5 personnes reçues, 5 courriers C3, C4, C5, C6, C7

Madame Pejic Marie, résidente à Saint-Gingolph venue écrire son observation au registre papier, sans échanger oralement avec moi.

Monsieur Frédérique Bochaton venu me transmettre en main propre de 2 courriers

Monsieur Claude Bergerioux venu me commenter et m'expliquer les deux diaporamas qu'il a déposé sur le registre dématérialisé après avoir eu un échange téléphonique avec Monsieur Jérôme MARTIN. Il s'émeut de l'absence d'étude d'impact sur le transport des matériaux, sur l'impact des vagues et remous à proximité de l'appontement, sur la faune (castor, martin pêcheur, esturgeon).

Madame Geneviève Duchoud, résidente à Saint-Gingolph, propriétaire à proximité de la zone de transport lacustre, venue consulter les photos et plans descriptifs des travaux d'accès lacustre (accès camions, tracé du tapis jusqu'au quai de chargement), ainsi que pour repérer les cabanons qui seront démontés au bord du lac.

Monsieur Guy Pachoud, ancien président de l'administration bourgeoisie française, âgé de 96 ans, venu me raconter l'histoire et le fonctionnement de la bourgeoisie et ses actions diversifiées pour la vie du territoire local et de ses habitants : Entretien des alpages, et chalets d'alpage, gestion des bois, aide à la réalisation de la ViaRhôna, chemin cyclable et piétonnier le long de la voie ferrée, aides aux associations locales, entretien du cimetière et de l'église, etc...

Il me raconte aussi l'histoire des carrières de cette rive du lac Léman, dont la plupart ont fermé. Les éboulements de la RD1005 autrefois aussi fréquents, étaient ramassés par les

carriers lorsque la route était bloquée, de même, les barges sont venues au secours de l'évacuation d'urgence des matériaux lors de plusieurs crues de la Morge. Il m'indique également que sur la commune du Bouveret (Chablais Suisse, canton du Valais) une carrière se trouve au bord de cette même route tout près d'ici, côté suisse. Son père était propriétaire de la drague de l'embouchure de la Dranse. Le dragage de l'embouchure de la Dranse est interdit aujourd'hui en France, mais il est autorisé en Suisse à l'embouchure du Rhône, exploité par Sagrave. Les chalands sont basés au port du Bouveret. Tous ces exploitants sont interdépendants et font vivre cette filière économique franco-suisse depuis très longtemps.

5^{ème} permanence le mercredi 22 novembre 2023 de 9 h à 12 h

4 personnes reçues, 17 courriers, 2 pétitions (respectivement 120 signatures et 90 signatures

Pascal Cachat, me remet en main propre 7 courriers, et 1 pétition papier signée par 120 personnes avec prénom, nom et adresses.

Agnès Deroudilhe présidente et représentant l'Association pour un Développement harmonieux de l'Est du Pays d'Évian » (ADHEPE) me remet en main propre et commente un dossier de 20 pages, celui déposé à l'adresse dédiée. Elle joint à ce dossier, une archive de son dossier collectif CPEM comme information complémentaire.

Bernard Chavaz et François Garcin, me remettent en main propre 8 courriers et 1 pétition papier signée par 90 personnes avec prénom, nom et adresses.

4.2.2. Observations écrites

16 contributions (R0 à R15) écrites sur le registre papier

46 lettres (C1 à C42) ou notes, 1 diaporama ou documents dont 4 contributions (R1, R5, R6, R7) accompagnant un dépôt manuscrit au registre.

125 (Em 1 à Em 125) Emails sur le site dédié dont 7 pétitions.

le SIAC Syndicat intercommunal d'aménagement du Chablais (C3) confirme qu'un tel projet est compatible avec le SCOT, Schéma de Cohérence Territorial, s'agissant d'un site existant. Il est de plus, en adéquation avec les objectifs de développement du Chablais, permettant une production locale de matériaux nécessaires à la construction.

R5/Em1 Jean-Marc Bochaton SAS BOCHATON Frère, dépose un mémoire écrit de (38 pages) d'opposition

Em1 Cabinet Billioud Mémoire de l'avocat pour la SAS Bochaton Frères (38 pages) reproche et s'oppose sur tous les thèmes de l'enquête. En préambule, il relève des imperfections sur le déroulement de la procédure, ainsi que les généreuses participations de la carrière des Etalins pour l'intérêt local de la commune de Meillerie. Observant une confusion

entre l'intérêt privé et l'intérêt général, l'intérêt local de la commune, foulant au pied l'intérêt général et le patrimoine environnemental qui doivent garantir les générations futures de la sauvegarde nécessaire du lac Léman, ce bien commun.

Le mémoire critique le dossier sur les thèmes suivants :La remise en état de l'ancienne carrière 1991-2021, dont les impacts environnementaux et sanitaires ne sont pas identifiés

- Le déficit ou tension de matériaux dans le chablais, mis en question;
- Le schéma régional des carrières d'Auvergne Rhône-Alpes (décembre 2021) et les deux carrières vont proposer un volume de 800 KTONes à elles deux;
- L'artificialisation des sols, indique avoir consulté les documents et avis administratifs sur ce sujet;
- Les effets cumulés et consolidés, il reprend les points soulevés par la MRAE sur les effets cumulés avec la carrière des Etalins et les travaux prévus sur la RD1005 notant l'absence de leur prise en compte. Aucune mesure de réduction sauf l'indication de proportion lacustre/routier. Le trajet restant à parcourir va entraîner des nuisances sonores, atmosphériques et de sécurité routière. Absence de bilan relatif aux observations des riverains sur les 30 ans écoulés et sur les suites qui ont pu être données;
- Le flux de camion sur le chargement du quai de Locum est absent. Il propose son propre calcul;
- La Via Rhôna oubliée dans l'étude, se retrouve dans le périmètre de la carrière sur sa limite nord;
- L'accès carrière est dangereux, passage sous un pont, sans aucun aménagement prévu. Le flux sortant à prévoir $40\% \times 400000 \text{ Tonnes} = 160000 \text{ Tonnes}$, soit supérieur au flux de la précédente autorisation. Le flux entrant estimé à 75 camions de déblais jour, plus l'activité recyclage BOCHATON dont il n'est pas tenu compte;
- Le forage et les baux commerciaux, la surface exploitée remise en cause 250 ha ou 32 ha ?
- La communauté d'intérêts entre SAGRAVE et CHB, absence de concertation apparente entre les deux carrières;
- L'usage de l'eau et le domaine public, AOT non acquise. Les ripisylves des cours d'eau;
- La protection de la flore et de la faune. L'étude d'impact comporte des lacunes, non évaluées sur un cycle biologique complet, et sur l'évaluation des incidences de l'augmentation du transport fluvial;
- Le traitement des déblais suisses en France. 4 000 000 m³ en provenance de la Suisse et France (50%), soit 800 0000 Tonnes, ce volume (poids) étant supérieur à la production de matériaux; Pollution potentielle du lac amenée par les déblais;

- Accueil des remblais pour combler le site, en quantité incommensurable, ces déchets inertes en provenance de Suisse;
- Les zones redhibitoires; données non conformes au schéma directeur des carrières et donc au respect de la loi littoral;
- L'utilisation industrielle de l'eau;
- Le chemin forestier;
- Les 19 recommandations de la MRAe;
- 9 points résumés en 1 page.

Em12 Jean-Marc Bochaton annonce une prochaine contribution

Em13 Jean-Marc Bochaton climat et risques

Em 47 Jérôme Martin Avis favorable. Démontre l'opportunité du projet

Par la récurrence du besoin actuel et futur :

- En matériaux, en lien avec l'augmentation de population du chablais à 30 ans, chiffres incontestables du schéma régional des carrières, vérifiés par les autorités françaises. Ne plus produire dans le chablais reviendrait à chercher plus loin;
- En stockage de déblais terreux vérifié dans le cadre du Plan Régional de Gestion des déchets, ces matériaux terreux proviennent des chantiers divers et variés du Chablais franco-suisse. La zone de chalandise de la carrière de Saint-Gingolph est bien située pour contribuer à l'obligation de traitement en circuit court de matériaux à faible valeur ajoutée;

Par la création de 12 emplois directs à responsabilités techniques;

Par l'utilisation d'un site déjà anthropisé, et historiquement connu dans le chablais;

Par son bilan carbone positif pour partie en raison du transport des matériaux par bateau et des circuits courts proposés aux utilisateurs.

Il ajoute du crédit à la lecture du dossier par :

La qualité de la remise en état garantie par une pérennité des mesures contrôlées par une autorité extérieure, grâce à une convention de 30 ans avec le conservatoire des espaces naturels et deux baux emphytéotiques de 99 ans;

L'intégration paysagère, l'avis favorable du CNPN composé d'experts nationaux et régionaux indépendants;

L'approvisionnement et l'évacuation des matériaux actuellement faite via le réseau routier pendant les heures ouvrables diurnes (plages horaires publiquement connues), pourrait, grâce à la mise en œuvre de nouvelles modalités de transports lacustre et routiers, devenir un flux en circuits courts, les plus vertueux possibles pour le bilan carbone.

4.3 Appréciation de la participation du public et thèmes abordés

Au vu de l'importance de la participation à cette enquête, les observations ont été regroupées par thématiques pour en simplifier l'analyse dans le tableau titré « Tableau JPL par thèmes » joint en annexe 2.

La participation du public a été importante puisqu'elle a concerné **769** personnes dont 170 individuellement et 595 par 6 pétitions.

Les participations **favorables** au projet sont au nombre de **610** dont 478 par 5 pétitions.

Les participations **défavorables** au projet sont au nombre de **146** dont 117 par une pétition.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants:

Transports des matériaux:

Les participations **favorables** au projet sont au nombre de **534** dont 478 par 5 pétitions.

Les participations **défavorables** au projet sont au nombre de **130** dont 117 par une pétition.

Besoins locaux en matériaux et zone de chalandise:

Les participations **favorables** au projet sont au nombre de **40**.

Les participations **défavorables** au projet sont au nombre de **7**.

Qualité des matériaux, intérêt économique et général du projet:

Les participations **favorables** au projet sont au nombre de **596** dont 430 par 6 pétitions.

Les participations **défavorables** au projet sont au nombre de **6**.

Environnement:

Les participations **favorables** au projet sont au nombre de **557** dont 493 par 5 pétitions.

Les participations **défavorables** au projet sont au nombre de **123** dont 117 par une pétition.

Les autres thèmes (Sécurité, risques du massif, statut du propriétaire, formalisme du dossier site du Locum et loisirs, Bruits et vibrations):

Participation de 2 à 5 selon le thème.

5. Réponses du maître d'ouvrage aux observations du public et analyses du commissaire enquêteur

Au vu du nombre d'observations émises au cours de l'enquête, le choix a été fait de ne pas les reprendre individuellement au niveau de ce rapport. Elles ont également été regroupées par thèmes dans la note de synthèse adressée au pétitionnaire. Celui-ci a bâti son mémoire en

réponse en répondant à chacun de ces thèmes. L'analyse du commissaire enquêteur suit la même logique.

En introduction de son mémoire en réponse, le porteur du projet fait un historique de l'exploitation de la carrière ayant été exploitée sur le même site.

La société Bochaton Frères était exploitant conjoint et solidaire avec la société CHB de cette carrière jusqu'en 2021 année de sa fermeture. Ces deux sociétés ont été en conflit les dernières années d'exploitation. CHB lance ce projet de réouvrir seule une carrière sur le même site avec une extension. Bochaton Frères qui exploite d'autres carrières dans le Chablais manifeste une opposition totale au projet.

Analyse du commissaire enquêteur: les intérêts économiques concurrentiels ne peuvent être écartés de la participation active (5 dépositions et un mémoire de son avocat) de monsieur Jean Marc Bochaton au nom de la société Bochaton Frères.

Transports des matériaux:

L'impact du trafic a été clairement décrit et fait l'objet d'un tableau synthétique de tous les flux. L'incidence sur la qualité de l'air acté jugée faible et l'impact sur le climat jugé positif grâce au transport lacustre.

Les entrées/sorties du site de Locum, jugées satisfaisantes par la DDT, et celles de la carrière seront facilitées par un marquage au sol adapté et une limitation de vitesse sur la RD 1005. L'élargissement du passage sous la voie ferrée est envisagé si possible.

L'utilisation du quai de St Gingolph pour le déchargement n'est pas techniquement possible car elle nécessiterait l'installation d'une unité de scalpage des matériaux et la pente est trop forte pour une remontée des matériaux par bande transporteuse.

Analyse du commissaire enquêteur: l'activité de la carrière va indéniablement ajouter des camions sur la route départementale très fréquentée (8454 veh/jour). L'impact des poids lourds est de 3,10% (262 cam/jour). Le trafic généré par la carrière représente 18 % du trafic poids lourds global soit 0,57% du trafic global. Il est à noter que 60% de la production seront transportés par voie lacustre et acheminés au quai par une bande transporteuse passant sous la route ce qui réduit de plus de moitié le transport par la route.

Zone de chalandise:

La zone de chalandise répond à un besoin local sur 30 km réparti par moitié entre la France et la Suisse dont la frontière est sur la commune.

Analyse du commissaire enquêteur: l'ouverture de nouveaux sites de carrière est de plus en plus rare et les gisements potentiellement exploitables sont bloqués par les règlements d'urbanisme (PLU). La note rédigée par la DREAL pour le Préfet de la Haute- Savoie concernant les tensions d'approvisionnement en matériaux dans le Chablais (2019) arrive à la conclusion suivante:

« La situation de l'approvisionnement en matériaux dans le secteur du Chablais paraît critique à court terme. Le devenir des carrières du secteur est stratégique pour l'approvisionnement en matériaux, faute d'alternative crédible tant en termes de réduction des besoins que de capacités à disposer de matériaux alternatifs, à l'échéance des décisions d'autorisation les concernant. »

Cette analyse de 2019 reste valable même si certaines années la consommation peut être en baisse comme c'est le cas en ce moment, mais il convient de raisonner sur une consommation moyenne sur les 30 prochaines années.

Bruit et vibrations:

Les niveaux de bruit calculés en limite de propriété sont inférieurs à 70 dBA donc conformes à la réglementation.

L'utilisation de micro-retard limite l'intensité des vibrations générées par les tirs de mines qui seront limités à 900 kg alors qu'ils sont en moyenne de 2 000 kg dans ce type d'exploitation.

Analyse du commissaire enquêteur: *les niveaux sonores et les vibrations sont mesurables et réglementés. Les modélisations concluent à des niveaux acceptables. Une surveillance régulière est prévue. Les nuisances sonores générées par les activités sur le ponton seront couvertes par le niveau de bruit ambiant de la route pour les habitations en bordures du lac.*

Poussières:

L'incidence sur la qualité de l'air et la santé humaine a été considérée comme faible. Le niveau d'incidence du dérangement pour les espèces aquatiques et arboricoles a été jugé négligeable.

Des campagnes de mesure des émissions de poussières sont réalisées tous les trois mois et durent 30 jours. Les résultats des mesures doivent être inférieurs à la valeur de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées. Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Analyse du commissaire enquêteur: *le plan de surveillance imposé par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 permet de surveiller et contrôler les niveaux d'émissions de poussières pour le personnel et le voisinage. Le transport par convoyeurs à bande, l'arrosage des pistes par temps sec et le bâchage des camions sont des mesures efficaces pour limiter les dispersions de poussières.*

Piste d'accès au front de taille:

Cette piste est prévue à l'extérieur du périmètre de la carrière et destinée à faciliter l'accès au front de taille pour les véhicules légers.

Analyse du commissaire enquêteur: *la création de la piste n'est pas interdite par le règlement du PLU et sera aussi utilisée pour l'exploitation forestière du massif.*

Site du Locum:

Le site est équipé d'un quai maçonné et d'enrochements. Des mesures seront mises en place pour éviter toute pollution du lac par les matériaux déchargés à la pelle hydraulique et limiter la production de fines sur les ombrières. La pente d'accès sera adoucie et enrobée pour permettre l'accès des camions et sa stabilité sera vérifiée par une étude préalable.

L'utilisation de ce site doit faire l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public fluvial.

Analyse du commissaire enquêteur: *l'AOT gérée par le service administratif compétent fixera les prescriptions relatives à l'utilisation de ce bien public.*

Plongée et promeneurs:

L'activité de plongée n'est pas formalisée ni autorisée sur le site des pontons.

Il est prévu d'orienter les piétons temporairement (quelques dizaines de minutes) pour passer derrière la plateforme de transit. Il est prévu en moyenne moins d'une barge par jour au niveau du ponton de Locum.

Analyse du commissaire enquêteur: *les clubs de plongée ainsi que les pêcheurs ne se sont pas manifestés pendant l'enquête. La déviation ponctuelle du chemin piétonnier en dehors des week ends ne devrait pas être très pénalisante. L'aménagement de la Viarhônga a été fait en concertation avec la mairie et les partenaires en tenant compte du projet de réouverture de la carrière (lettre de madame le maire).*

Qualité des matériaux, intérêt économique et général du projet:

Une campagne de forages sur 200 mètres de profondeur et une étude géologique ont été réalisées. Il en ressort que la qualité de la roche à extraire est compatible avec les usages envisagés de fabrication de béton et les besoins du BTP. La valorisation et le lavage des matériaux sur place permettront de réutiliser les stériles directement sur place pour la remise en état du site.

L'intérêt général du projet est présenté et détaillé dans le dossier de demande.

Analyse du commissaire enquêteur: *le pétitionnaire s'est assuré de la viabilité de la ressource en matériaux du site avant de se lancer dans le montage d'un dossier représentant un investissement conséquent . La note de la DREAL au préfet et l'avis du SIAC (Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais) confirment les besoins en matériaux pour le Chablais et la région. Madame le Maire de Saint Gingolph et la majorité des participations favorables au projet (596/769) mettent en avant l'intérêt économique du projet pour la commune. Le projet de carrière se situant à la limite de la France et la Suisse, il semble évident et de bon sens de ne pas s'arrêter à la frontière tant du point du point de vue économique qu'environnemental.*

Sécurité du massif montagneux:

Des études géologiques et d'évaluation des risques rocheux ainsi qu'une étude des dangers et une étude hydraulique ont été réalisées afin de prendre en compte ce risque potentiel et de l'écarter. Des suivis réguliers par des spécialistes en cours d'exploitation sont néanmoins prévus afin de renforcer la vigilance.

Analyse du commissaire enquêteur: *il n'est pas mis en évidence de risque d'instabilité majeur et la surveillance régulière des fronts de taille devrait permettre d'anticiper et de traiter un éventuel désordre.*

Effets cumulés:

L'évaluation des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus sont développés dans l'étude d'impact. Dans le cadre de l'analyse du transport routier l'activité de la carrière des Etalins a été prise en compte.

L'activité de criblage concassage de matériaux de la société Bochaton Frères a fait l'objet d'une déclaration au titre des ICPE postérieurement au dépôt du dossier du présent projet.

Analyse du commissaire enquêteur: *l'analyse des effets cumulés notamment avec les carrières du secteur (Meillerie et Le Lyaud) est développée dans l'étude d'impact. L'activité de la société Bochaton Frères de criblage et concassage par un groupe mobile a été déclarée pour 1 à 2 campagnes annuelles de 15 jours. Son incidence sur l'activité globale du secteur peut être considérée comme infime.*

Origine de la Bourgeoisie de Saint Gingolph:

Crée depuis le XIII^e siècle et officialisée en 1636 par un acte officialisant l'achat des bois et forêts de leur paroisse par les habitants de Saint Gingolph la Société Bourgeoisie est considérée comme une société civile de droit privé disposant d'un numéro Siret.

Analyse du commissaire enquêteur: *l'enquête publique n'a pas pour objet d'analyser le statut du propriétaire du sol ayant signé un contrat de forage avec le carrier.*

Formalisme du dossier:

Le pétitionnaire confirme avoir déposé en temps et heures une version électronique et papier de son dossier de Demande d'Autorisation Environnementale. Lors de la mise en ligne l'organisation du dossier ainsi que le nom des pièces ont été modifiés par les services de la préfecture en charge de cette mise en ligne.

Analyse du commissaire enquêteur: *quelques pièces manquantes sur le site de la préfecture ont été signalées en cours d'enquête. Par contre le dossier papier et les clés USB déposées dans les communes du rayon d'affichage ainsi que dans la commune de Saint-Gingolph, siège de l'enquête étaient rigoureusement identiques et à disposition du public. Le dossier du site de la préfecture a été complété en cours d'enquête le 14 novembre et il a semblé opportun à la commissaire enquêteur de prolonger l'enquête publique de huit jours, sans permanence supplémentaire, de manière à sécuriser la bonne information du public. De fait, le public a quand même été au courant non seulement de la prolongation, mais aussi du contenu du dossier qui était complet depuis le début de l'enquête, au siège sous sa forme papier et sa clé USB à disposition de toute personne le demandant et pouvant le consulter sur un poste informatique dédié à l'enquête. Ce défaut n'a pas impacté l'accès à l'information du contenu du dossier ni la bonne participation du public avant et après la prolongation.*

6. AVIS DES COMMUNES CONCERNÉES

Le conseil municipal de la commune **Thollon les Mémises** dans sa séance du 5 décembre 2023 a émis un **avis favorable sans réserve**.

Le conseil municipal de la commune **Saint Gingolph (Valais)** par lettre du 2 novembre 2023 soutient ce projet compte tenu des enjeux de développement économique, d'insertion paysagère et de remise en état coordonnée, de mise en oeuvre des mesures de protection de l'environnement et d'exploitation durable des matériaux, à l'échelle locale et avec un transport orienté vers le lac.

Le conseil municipal de la commune **Saint Gingolph (France)** dans sa séance du 13 novembre 2023 a émis un **avis unanimement positif et total soutien** compte tenu des enjeux de développement économique, d'insertion paysagère et de remise en état coordonnée, de

mise en oeuvre des mesures de protection de l'environnement et d'exploitation durable des matériaux, à l'échelle locale et avec un transport orienté vers le lac.

Les autres communes consultées (Novel et Meillerie) n'ont pas donné d'avis.

7. ANALYSE GENERALE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

La participation peut être jugée importante en nombre et en qualité tout en étant étayée et variée. Il convient de noter que même si administrativement il s'agit non pas d'un renouvellement de carrière mais d'un nouveau dossier, la carrière fait partie intégrante de la vie de la commune. La participation ne s'est pas limitée aux habitants locaux de Saint-Gingolph et Meillerie, mais aussi aux personnes ayant un lien affectif ou économique avec la commune de Saint-Gingolph et la profession.

Le lien affectif avec le lieu, qu'il s'agisse d'habitants des communes de Meillerie et Saint-Gingolph, de la famille historique de la carrière Bochaton ou d'anciens habitants de Saint-Gingolph.

L'impact économique du projet souligné par l'équipe municipale, les habitants et les professionnels liés à la construction et l'aménagement a été la source principale de motivation des interventions.

A noter également la grande diversité d'origine des participations: Associations locales, professionnels, artisans, commerçants, agriculteurs, syndicat professionnel, paroisse, parents d'élèves, chasseurs, club de football ...

La majorité des contributions, favorable au projet essentiellement pour des raisons économiques locales a également évoqué la bonne prise en compte du respect de l'environnement et du choix de transport pour voie d'eau. Le transport des matériaux par voie lacustre est considéré comme un progrès bénéficiant à l'encombrement des routes et à une diminution des émissions de gaz à effets de serre.

Les avis défavorables sont argumentés , parfois en contradiction avec les éléments du dossier et pour certains exagérés dépassant parfois les limites du sujet mis à l'enquête.

L'absence temporaire de pièces sur le site de la Préfecture semble due à un problème de place sur le serveur informatique qui avec des découpages en zip a échoué car trop volumineux. Ce défaut n'a pas impacté l'accès à l'information du contenu du dossier ni la bonne participation du public avant et après la prolongation.

On peut noter également que la participation du public a été particulièrement forte tout au long de l'enquête et jusqu'à la dernière minute, avec 187 contributions écrites et des participations physiques lors des permanences sans toutefois donner lieu à un dépôt de remarque écrite.

Sur la prise en compte des observations

Dans son mémoire déposé à travers le registre dématérialisé, le pétitionnaire a participé à l'enquête, en fournissant des éléments d'information répondant aux observations déposées par le public.

Le pétitionnaire a répondu à toutes les observations du PV de synthèse, lesquelles étaient regroupées par thématiques.

La majorité des observations recevables ont obtenues des réponses satisfaisantes de la part du maître d'ouvrage pétitionnaire.

L'information du public a été complète, accessible, transparente.

L'acceptation du public est très bonne avec plus de 83% des observations qui s'expriment en faveur du projet. Moins de 17% sont défavorables au projet, essentiellement des riverains. Le public favorable a relevé la qualité paysagère du projet, la qualité du promoteur, et l'impact positif humain sur la communauté locale de Saint-Gingolph et environs par les nombreuses activités associatives encouragées par la société bourgeoisie, agissant envers eux comme un mécène, ou bien comme un facilitateur d'actions d'aménagements publiques.

La grande majorité favorable est sans doute en lien avec en quelque sorte une acceptabilité sociale et locale ancrée dans un territoire qui a connu de nombreuses exploitations de carrières à travers les siècles.

A Annecy le 30 janvier 2024

Rapport co-écrit par Claire Ratouis et Jean Pierre Lafond



Jean Pierre LAFOND

Glossaire

Déchet : « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » (Code de l'environnement - Article L541-1-1).

Déchet inerte : on entend par déchet inerte la catégorie de déchet utilisable pour le remblayage des carrières tels que définie au II de l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Sériles : terme qui désigne les roches déplacées pour atteindre le gisement, y compris au stade de la préproduction, ou encore les roches non valorisables dudit gisement. Il peut donc s'agir de sériles francs (forage de puits ou traçage de galeries au rocher par exemple) ou de sériles minéralisés (teneur en éléments valorisables inférieure à la teneur économiquement exploitable au moment du dépôt).

[1] Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (articles 12 et 16, et annexe 1) ; arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

ANNEXES

Annexe 1 : Registre d'enquête et pièces annexées

Annexe 2 : Fichier des 125 emails reçus sur le site dédié

Annexe 3 : PV de synthèse 11-12-2023 et tableau des observations

Annexe 4 : Mémoire en réponse au PV de synthèse du 11-12-2023 du pétitionnaire de la
demande d'Autorisation Environnementale - SAS CHB, 14-12-2023

Annexe 5 : Avis des conseils municipaux

Annexe 6: Certificats de mise à disposition des dossiers et d'affichage

Annexe 7: Lettre demande de délai

Annexe 8: Affiches